

## **La contre-révolution permanente ...**

La laïcité de l'école est un élément essentiel de la société républicaine française issue de la grande Révolution. Son caractère spécifique en Europe met cet acquis démocratique dans une position assiégée qui ne manque pas d'encourager ses adversaires de l'intérieur. Après les attaques frontales des cléricaux traditionnels détournant les fonds publics au profit de l'écote privée confessionnelle le courant social-chrétien engageait un processus insidieux de délaïcisation du service public au nom de l'ouverture et de la rénovation de l'école. On passa subrepticement de la laïcité institutionnelle (séparation des Eglises et de l'Etat) à une définition de la tolérance impliquant le respect des différences, des «cultures» et finalement des religions. Et pour ne pas chasser ce qu'on est censé respecter on réfléchissait aux moyens de réintroduire la religion à l'école, soit par les catéchismes, soit par l'enseignement des religions, c'est à dire d'une discipline qui n'est ni art, ni science, ni histoire mais appartient au domaine, réfuté par Condorcet, des vérités révélées et du sacré.

### **L'Islam... de l'école à l'usine.**

Ainsi l'offensive conduite principalement par la gauche débouchait sur la perspective d'une école unique multiconfessionnelle, remake du plan Mitterrand-Savary rejeté en 1984 par la droite catholique attachée au pluralisme scolaire.

Pour faire avaler la pilule on avait cru malin de flatter la mystique musulmane: lecture du Coran en langue maternelle, tablées spécial-islam dans les cantines... tout cela au nom du bon accueil et de l'anti-racisme. Les bons pères de l'Eglise de France et leurs amis du P.S. y voyaient un heureux précédent favorable à l'introduction d'autres produits religieux. L'intrusion des foulards à Creil ou plutôt la réaction intempestive des enseignants a quelque peu déjoué le processus et obligé à abattre les cartes. Qu'à cela ne tienne, on s'apprête à définir une «nouvelle laïcité» via le conseil d'Etat ou une commission adéquate.

Ce n'est pas la première fois qu'apparaît ce que Finkiekraut appelle dans son article du Monde la sainte alliance des clergés. La condamnation du blasphème avait réuni les imams et les évêques pour justifier l'appel au meurtre de Rushdie et l'incendie des salles projetant le film de Scorsese. Au-delà des contradictions qui opposent sur le terrain de la concurrence le «revival» islamique à l'Eglise catholique engagée dans la stratégie du «credo intégral» et les rassemblent d'autre part dans un regain de spiritualité où eles plongent communément leurs racines, le fanatisme musulman a depuis longtemps trouvé grâce près de gens qui se soucient davantage de rentabilité matérielle que d'idéologie. En dépit d'une loi interdisant l'exercice d'activités culturelles sur les lieux de travail les musulmans pratiquants avaient coutume de prier dans les ateliers sur des cartons d'emballage à Renault-Billancourt. Ce qui est nouveau c'est l'ouverture de «mosquées» d'ateliers dans plusieurs grandes entreprises. Dans un article publié par la revue Esprit en juin 65 sous le titre «Islam, travailleurs immigrés et entreprises» Jacques BAROU pose cette question «on peut se demander ce qui a amené de nombreux responsables à pratiquer une telle entorse à la loi», et bien entendu il y répond :

*«La souplesse dont semble faire preuve la direction d'entreprises d'organisations très différentes par rapport aux revendications islamiques s'inscrit dans une très ancienne tradition de l'usage des idéologies religieuses par le patronat...*

*.... Si elles ont accédé rapidement à la satisfaction de ce type de revendication, c'est bien parce qu'elles ont pris conscience que cela ne menaçait pas l'ordre de la production mais pouvait même le conforter.*

*.... la résurgence du religieux dans le champ de la production peut fournir en quelque sorte une chance, sinon de recréer une adhésion affective des ouvriers aux contraintes de la production, tout au moins de développer avec ceux-ci un type de relations contractuels tacites permettant d'éviter des*

*conflits et, grâce à un certain nombre de concessions judicieuses, de prolonger un système de production dont tout le monde s'accorde pourtant à dénoncer les effets aberrants. Le fait d'avoir su concéder des espaces de culte permet aux entreprises d'éviter qu'il soit touché à ce qui est pour elles encore fondamental aujourd'hui c'est-à-dire le temps industriel, pensé et divisé en fonction de l'impératif de production. Il n'y a pas, de la part des travailleurs pratiquants, de remise en cause du temps industriel au profit du temps islamique, mais plutôt adaptation du second au premier.*

*... La distribution des postes de travail par la direction pour permettre plus facilement aux travailleurs faisant office d'imams de se rendre aux heures voulues dans la salle de prière est une forme de bienveillance de la part de l'encadrement à laquelle les bénéficiaires se doivent de répondre au moins par une attitude de neutralité. Il semble qu'ils observent cette neutralité stricte dans les prêches du vendredi, au cours desquels ils n'abordent jamais les questions ayant trait aux problèmes du travail. Il n'est donc pas étonnant que les cadres du personnel des ateliers considérés aient souvent une vision assez positive de l'islam.*

*... D'une manière générale, les travailleurs pratiquants qui fréquentent la mosquée sont des éléments peu perturbateurs et ceux qui pratiquent le jeûne du Ramadan font souvent l'objet d'un respect non désintéressé dans la mesure où cette pratique souligne avant tout une capacité d'ascèse qui pourrait avec profit être mise au service de la production ; on remarque d'ailleurs la faible fréquence des conflits pendant le mois sacré*

*.... Un cadre français se plaignait que l'on n'accorde pas aux autres religions présentes dans l'usine les facilités de culte qu'on accorde aux musulmans.»*

L'auteur bien-pensant de cet article qui méritait d'être cité largement conclut et conseille :

*«Il semble donc que les entreprises aient peu à craindre d'une contestation radicale de l'islam et que, sans avoir même à trop intervenir, elles n'aient qu'à le laisser jouer son rôle de régulateur social.»*

Heureusement les choses n'en sont pas tout à fait là, sur la population de 2,5 à 3 millions de musulmans 5 % seulement pratiquent assidûment, même si 40 % observent le ramadan, et lors des grèves de 83-84 dans l'automobile la majorité d'entre eux suivirent le mouvement.

#### **«...une chance pour la France...»**

On aurait tort de négliger pour autant la fascination exercée par l'islam sur les novateurs de la société civile française. La même revue Esprit nous édifie indirectement sur ce que pourrait être le sort d'un immigré agnostique, libre-penseur et pourquoi pas troskyste ou anarchiste dans certains foyers de la région parisienne, de l'Est ou de la région Rhône-Alpes :

*«La revendication de la création de lieux de culte prenait ainsi l'aspect symbolique de la reconquête d'un espace collectif autonome, la religion restant le dernier ferment de vie communautaire: les salles de prière des foyers sont en général entretenues par les résidents eux-mêmes et complètement soustraites au contrôle du gestionnaire.*

*Au cours du conflit, l'ouverture des salles de prière s'est souvent accompagnée d'une tendance à la mise en place d'un ordre islamique dans les foyers. La vente d'alcool, les jeux d'argent et les visites de prostituées étaient souvent interdits par les comités de résidents qui prenaient temporairement le pouvoir, ceux-ci ayant tendance à se montrer beaucoup plus draconiens en matière de discipline que les gestionnaires institutionnels. »*

Et l'auteur, qui s'y connaît, salue au passage le «dynamisme communautaire beaucoup plus fort chez les Africains que chez les Maghrébins». Depuis lors ce spécialiste de l'islam a pu lire le best-seller «Comprendre l'Islam» dont la préface définit celui-ci comme «une idéologie» œuvrant à «l'édification d'un ordre mondial nouveau». On imagine les déchirements d'un catholique partagé entre sa ferveur pour l'ordre communautaire et son inquiétude devant une ambition mondialiste qui n'a d'égale que celle de sa propre religion.

Dans «France Catholique» Denise MASSON souligne :

*«En France actuellement, des esprits généreux appartenant à la majorité et de vénérables ecclésiastiques mal informés, souhaiteraient que les immigrés musulmans participent aux élections des conseillers municipaux. Ils vont même jusqu'à envisager leur assimilation vouloir en faire des citoyens français. Pourquoi pas? A condition toutefois que ceux-ci acceptent de se plier aux lois françaises, relatives, notamment à leur statut personnel, ce qui équivaut à renier l'islam.»*

### **De la décolonisation à la déstalinisation.**

Exact. Mais D. MASSON oublie de dire que le cathéchisme aussi doit-être renié si l'on en croit cette déclaration, parmi d'autres, des cardinaux et archevêques français:

*«Les lois de la laïcité supposent la méconnaissance totale de Notre Seigneur Jésus-Christ et de son Evangile. Elles tendent à substituer au vrai Dieu des idoles. Nous avons le droit et le devoir de les combattre et d'en exiger par tous les moyens l'abrogation».*

Une déclaration qui date de 1925 et qui prouve que l'Eglise a de la suite dans les idées puisque les évêques modernes viennent de revendiquer au concile de Lourdes (auquel participa J. DELORS) l'enseignement du catéchisme à l'école publique...

En rendant à César ce qui appartient à César l'Eglise catholique ne considère pas moins qu'en système monothéiste Dieu est tout et que rien n'appartient à César qu'il ne tienne de Dieu. C'est pourquoi l'Islam, théocratique, tend à gérer directement par l'intervention d'Ayatollahs et à introduire des tchadors ostentatoires à l'école, alors que l'Eglise de France préfère gouverner par Mitterrand interposé et définir une nouvelle laïcité avec la complicité des organisations de la gauche, après avoir obtenu le contrôle des comités d'éthique, des médias et autres brouilles.

Ces considérations ne manqueront pas d'habiter les membres du ministère ou de la commission nationale qu'on va mettre sur pied. Elle se penchera sur les problèmes posés par le flux annuel de 100.000 immigrés, dont la couverture sociale est sans doute onéreuse mais qui fournit depuis les années 70 une main d'oeuvre bon marché au patronat et un réconfort aux anxieux de la démographie française. La commission abordera les points litigieux tels que les codes matrimoniaux, les gardes d'enfants, les faux documents de naturalisation, les 60.000 demandes d'asile politique, le refoulement aux frontières... Il n'en reste pas moins que pour des gens qui se réclament d'E.MOUNIER et qui n'accordent de valeur à la «personne humaine» que lorsqu'elle est intégrée à un troupeau, tribu ou communauté, la population musulmane représente comme l'écrit ce maire- adjoint de Roubaix dans le Monde du 10/11 «une chance pour la France». De fait, si l'on ambitionne de modeler une nouvelle idéologie française, de transformer la République et son droit individuel hérité des Lumières en une mosaïque de communautés régies par les mouvements associatifs, une dose mesurée d'islam français avec son sens du sacré et son «dynamisme communautaire» peut constituer un atout non négligeable.

C'est précisément la tâche aussi discrète qu'ingrate qui fut confiée à P. JOXE appelé depuis quelques temps ministre de l'intérieur et des cultes: chercher parmi 300 associations aux clergés diffus l'interlocuteur susceptible de fonder un islam français représentatif et modéré. La quadrature du cercle en quelque sorte. JOXE avait spéculé sur la Mosquée de Paris à laquelle il promit le financement d'un séminaire, l'Institut français d'enseignement théologique islamique. Mais l'influence algérienne qui domine cette mosquée est la moins «modérée» du maghreb. Son nouveau recteur déclare au sujet des démonstrations pro-tchador de la Voix de l'Islam : «je respecte ce que font les autres». Et le principal de Creil reçoit des menaces de mort du djihad d'Algérie. Comment s'étonner d'une éruption de mysticisme et de fanatisme dans un pays dont l'Etat réprime par les armes les manifestations d'une jeunesse désœuvrée, vouée à la misère et au désespoir ? Pendant la guerre d'Algérie, conduite par une social-démocratie décadente grâce aux pouvoirs spéciaux votés par le P.C.F., nous fûmes peu nombreux à dénoncer les crimes perpétrés contre nos camarades de l'Union des syndicats des travailleurs Algériens, d'authentiques militants ouvriers qui luttèrent pour l'indépendance mais osaient poser la question de la démocratie dans le futur Etat algérien. La capitulation des bureaucraties ouvrières françaises a permis au F.L.N d'exterminer systématiquement tout l'encadrement susceptible de construire des syndicats libres dans la nouvelle Algérie.

Ce qui s'est passé entre l'Algérie et la France s'est produit à l'échelle mondiale dans toutes les guerres de décolonisation. Faute de l'élan solidaire d'un mouvement ouvrier international les peuples décolonisés se sont trouvés à la merci de castes nationales féodales, militaires ou religieuses. Sur la

base d'une exploitation poursuivie désormais au nom de l'indépendance, ces castes ont établi des traités avec les anciennes bourgeoises colonisatrices incarnant le capitalisme industriel et aussi financier. La Banque Mondiale et le F.M.I. ont distribué des crédits. Aujourd'hui il faut faire suer les burnous pour rembourser la dette, et la rigueur se transforme en misère, qui a toujours été le lit du fanatisme religieux musulman ou catholique.

Certes la France n'est pas le Burkina-Faso, nous bénéficions du R.M.I., du travail précaire et des nouvelles pauvretés. Mais nous ne sommes pas au bout de nos peines: si les efforts conjugués du stalinisme et de l'union sacrée social-démocrate ont brisé l'internationalisme ouvrier, la bourgeoisie construit le sien et la C.E.E. intervient directement dans la réorganisation du capitalisme français. Elles a imposé les quotas laitiers et le gel des terres, elle interdit les subventions qui maintiennent en réanimation la construction navale face aux chantiers coréens hors concurrence. Demain elle rayera de la carte Renault-Billancourt. Il y aura des conflits. Alors, après avoir utilisé leur religiosité comme régulateur social, on utilisera les faciès des immigrés sur lesquels les caméras s'attarderont finement. Et les braves gens des chaumières diront : «Qu'ils retournent chez eux», sans que LE PEN ait besoin de le leur souffler.

La révolution devait être permanente, dans le temps et dans l'espace. La contre-révolution a pris les mêmes dimensions. Le marché des tomates et des fruits espagnols casse les prix des paysans français, les salaires misérables des ouvriers coréens pèsent sur ceux des métallurgistes nazairiens, le «revival» religieux balotte le vieux continent entre une Europe vaticane et une Europe œcuménique. L'ancien appareil stalinien du P.C.F. est en décomposition, ce n'est pas un mal. L'ancienne social-démocratie s'est mutée en un Parti Social-chrétien dont l'abbé Pierre est la relique vivante qu'exhibait DELEBARRE l'autre soir à l'Heure de Vérité. La contre- révolution enfonce le fer jusqu'au cœur des institutions héritées de 1789 en commençant par l'école laïque, déjà écornée par le détournement des fonds publics, les aumôneries et les «conseils d'école».

Que faire ? En premier lieu résister au vent dévastateur: refuser le crédo de la rigueur et des nouvelles solidarités (qui n'ont pas empêché les bénéfiques boursiers de doubler depuis 82), la désindexation des salaires, la remise en cause des acquis sociaux et démocratiques. A ce sujet ce sont les enseignants laïques qu'il faut soutenir et non H. DESIR dont la prouesse paradoxale est d'avoir créé la nouvelle race des «beurs », ( qui votent à 80 % pour les potes du P.S ). Et si nous avons des devoirs à remplir vis à vis des travailleurs immigrés c'est de leur faire comprendre que la lutte des classes se déroule dans un contexte plus ou moins démocratique dont elle est tributaire et non de publier un malheureux communiqué du CNTI qui dépeint le refus du tchador à l'école comme une opération raciste des médias à la solde de LE PEN.

La résistance ouvrière demande beaucoup d'obstination car elle a souvent l'apparence d'un combat d'arrière-garde, elle emprunte des chemins étroits: le placement d'une carte syndicale, la réussite d'une grève... C'est là pourtant que se forment les outils des combats futurs. Une éclatante démonstration en est fournie par ce qui se passe à l'Est. Qui aurait dit il y a quelques mois que des foules qu'on imaginait asservies auraient bousculé si vite ce qui semblait le cours de l'histoire! Et quelle contagion! De la contre-révolution à la révolution il n'y a qu'un pas. Les grands de ce monde le savent qui s'affolent, partagés entre l'appât d'investissements juteux et la crainte d'y perdre les capitaux selon la tournure des événements. Ils s'empressent de verrouiller l'Europe sécurisante des douze, de confirmer le pacte de Varsovie dans sa fonction policière, tandis que GORBATCHEV demande d'urgence une audience au Vatican.

Car rien n'est joué. Si l'effondrement de l'empire stalinien paraît probable, encore qu'une répression à la chinoise soit toujours à redouter, les tentatives de récupération avec notamment le concours de l'Eglise vont se multiplier. L'exemple de la Pologne qui a gardé la rigueur mais perdu ses syndicats indépendants depuis la trahison prévisible de WALESA doit nous prémunir contre un optimisme excessif.

Il reste que, parmi les foules immenses qui, exposées aux effets boomerang, déferlent à Leipzig et à Prague pour rejeter l'ancien régime honni, nombre d'ouvriers et d'intellectuels n'adhèrent pas pour autant au système capitaliste et refusent le dilemme. Les événements qui embrasent l'Est devraient ouvrir de nouvelles perspectives aux relations internationales, anarchistes et ouvrières. La chute de l'empire colonial ne s'est pas traduite par un renforcement du mouvement ouvrier, qu'en sera-t-il de celle de l'empire stalinien ?

**S. MAHE (25-11)**